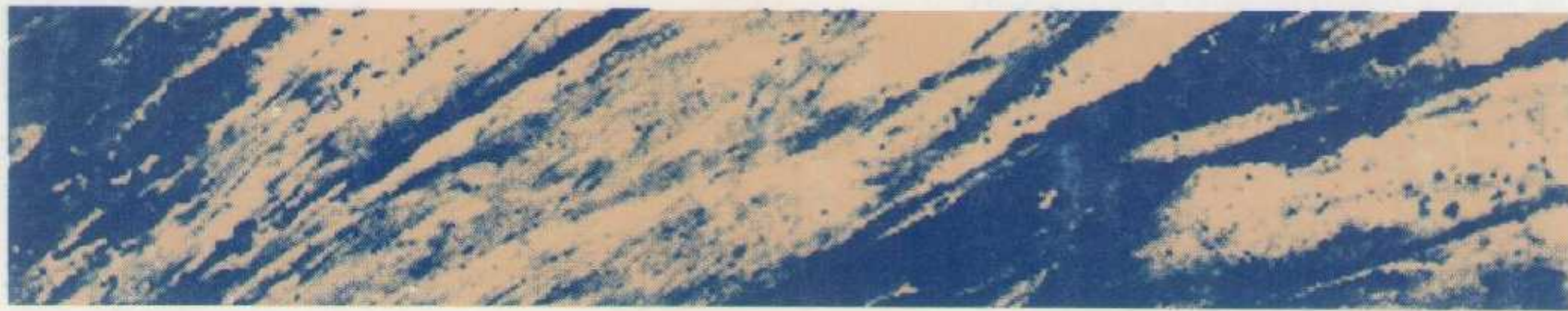


Revue critique de droit international privé



DIRECTEUR
Paul Lagarde

RÉDACTEUR EN CHEF
Bertrand Ancel

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Horatia Muir Watt

Ref: PF 120201/05 Df: 29967422
REVUE CRITIQUE DE DROIT INTERNATIONAL PR
01.07.01 Vol: 90 No. 3
0035-0958 22101144 13.11.01
LIBRIS - C2
144 BOULEVARD KRIM BELKACEM
ALGER
ALGERIE

DALLOZ

Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

- Bernard ANCEL et Horatia MUIR WATT. — La désunion européenne :
le Règlement dit « Bruxelles II »403
- Annie MORENO. — Aspects contractuels de l'adoption internationale (suite) 459

Deuxième Partie. — Jurisprudence.

I. — NATIONALITÉ.

Perte de la nationalité française. — Algérie. — Statut de droit local. — Père du demandeur. — Absence de déclaration de reconnaissance. — Mère. — Conservation de plein droit de la nationalité française. — Loi du 20 décembre 1966. — Article 1^{er}, alinéa 2-3. — Absence de statut civil de droit commun. — Perte par le demandeur de la nationalité française. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 20 février 2001, note Paul Lagarde, p. 485.

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

Mineur. — Maintien en zone d'attente. — Article 35 quater, ord. du 2 novembre 1945. — Procédure de prolongation. — Article 117 NCPC. — Présence d'un représentant légal. — Nécessité (non). — Cour de cassation (2^e Ch. civ.), 2 mai 2001, p. 489.

III. — CONFLITS DE LOIS.

Contrat. — Cession de film. — Cédant russe. — Cessionnaire américain. — Contrat soumis à la loi californienne. — Défaut de pouvoir du cédant. — Nullité relative. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 6 juillet 2000, note P. L., p. 491.

Loi de police. — Protection des travailleurs. — Salaire minimal garanti. — Salariés d'une entreprise frontalière. — Exécution du travail sur le territoire d'un État membre limitrophe. — 2°) *Libre prestation de service*. — Affectation temporaire de travailleurs pour l'exécution d'un contrat. — Directive 96/71/CE. — Salaire minimal garanti. — Cour de justice des Communautés européennes, 15 mars 2001, note Etienne Pataut, p. 495.

Loi étrangère. — Office du juge. — Droits français et espagnol équivalents. — Non-choix de la loi applicable. — Grief tiré de la violation de la règle de conflit inopérant. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 3 avril 2001, note Horatia Muir Watt, p. 513.

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Conflits de décisions. — Article 618 NCPC. — Recevabilité du pourvoi. — Contrariété de décisions. — Inconciliabilité dans l'exécution. — Divorce. — Jugement français accordant des mesures provisoires. — Décision française d'exequatur du jugement étranger de divorce. — 2°) *Article 14 du Code civil*. — Compétence exclusive. — Usage abusif. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 3 octobre 2000, note B. A., p. 519.

Arbitrage international. — Clause compromissoire. — Insertion dans un contrat. — Chaîne homogène de contrats translatifs. — Transmission de la clause avec l'action contractuelle. — Condition. — 2°) *Arbitrage international*. — Clause compromissoire. — Pouvoir de juger de juridiction étatique. — Détermination. — Prorogation de compétence territoriale. — Absence d'influence. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 6 février 2001, note Fabienne Jault-Seseke, p. 522.

Jugement étranger. — Divorce. — Effet en France. — Incidence sur la contribution aux charges du mariage. — Date de cessation. — Passage en force de chose jugée. — Contrôle incident. — Office du juge. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 2 mai 2001, note B. A., p. 534.